

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
NOTE ÉDITORIALE	v
INTRODUCTION. Ma conversion au catholicisme	1-52

MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA BELGIQUE

CHAPITRE PREMIER

Mes débuts dans la vie politique (1859-1870).

I. Le désarroi du parti conservateur au lendemain de la crise de 1857	53
M. Paul Nève et le <i>Journal de Bruxelles</i>	54
M. Émile Nève et la <i>Revue belge et étrangère</i>	55
Premiers articles de Ch. Woeste	55
La <i>Société d'Émulation</i>	55
II. M. Ducpétiaux et la préparation du premier congrès de Malines, en 1863	57
Participations belge et étrangère	60
Discours de Ch. Woeste sur les luttes et les victoires de l'Église	61
Le comte de Montalembert. Impression produite par son discours	61
L' <i>association internationale pour le progrès des sciences sociales</i>	62

TABLE DES MATIÈRES

Discours de Ch. Woeste au Congrès des sciences sociales à Gand (1863)	63
M. Jules Simon déclare qu'en matière d'enseignement, l'État doit « préparer sa destitution »	65
Ch. Woeste refuse la direction du <i>Journal de Bruxelles</i>	66
Disparition de la <i>Revue belge et étrangère</i>	66
III. Démission du Cabinet Rogier-Frère	67
Le Roi fait appel à M. Dechamps, qui met des conditions à son acceptation	68
Léopold I ^{er} prie MM. Rogier et Frère de reconstituer le ministère	68
Le rôle joué par M. van Praet auprès de nos deux premiers souverains	69
La dissolution est favorable aux libéraux	71
Fin de la carrière parlementaire de M. Dechamps	71
Le second congrès de Malines (1864). Mgr Dupanloup	72
Discours de Ch. Woeste sur les ordres religieux	73
Cinq articles sur le temporel des cultes	75
L'encyclique <i>Quanta cura</i> du 8 décembre 1864	75
Mgr Dechamps. La thèse et l'hypothèse	76
IV. Œuvres religieuses, œuvres charitables. L'association Sainte-Barbe	77
La <i>Revue générale</i> (1 ^{er} janvier 1865)	79
Les cercles catholiques. Les conférences de l' <i>Émulation</i>	80
Ch. Woeste reçu par le comte de Montalembert à Rixensart	82
L' <i>Œuvre des Églises-Unies d'Orient</i>	82
Ch. Woeste épouse M ^{lle} Greindl (janvier 1866)	83
Le troisième congrès de Malines (1867). Le Père Hyacinthe	84
Mort de M. Ducpétiaux. Ch. Woeste prend la direction de la <i>Revue générale</i>	85
L'éphémère <i>Revue catholique</i> de Louvain	86

TABLE DES MATIÈRES

V. La <i>Fédération des cercles catholiques</i> , fondée en 1869	87
Les élections de juin 1868 fortifient la majorité libérale	88
La question militaire	88
L' <i>Association pour la réforme électorale</i> et le suffrage universel	89
Les poursuites contre les « Langrandistes »	90
Les élections de juin 1870. Victoire des catholiques	91
Démission du ministère libéral	92
Le baron d'Anethan est chargé de constituer un cabinet de droite	93
Les nouveaux ministres; le général Guillaume	94

CHAPITRE II

Les Ministères des 2 juillet 1870 et 7 décembre 1871 (1870-1878).

I. Les difficultés s'amoncellent	95
L'affaire Langrand	96
La guerre franco-allemande	96
Dissolution des Chambres. Victoire ministérielle	97
Ch. Woeste songe à entrer dans la magistrature. Ses amis l'en dissuadent	98
Le concile. L'infailibilité pontificale. Une profession de foi	99
Réforme électorale : l'abaissement du cens	100
Une double commission pour la réorganisation de l'armée	101
Ch. Woeste combat cette réorganisation dans la <i>Revue générale</i>	103
Le roi Léopold II tente vainement de le convertir	104
Deux nouveaux articles sur la <i>Question militaire</i>	105
Ch. Woeste se présente aux électeurs d'Alost. Compétitions	106
Le nomination de M. de Decker au gouvernement du Limbourg	107
M. Bara interpelle	108

TABLE DES MATIÈRES

« Le ministère manque d'attitude. » Les émeutes de novembre 1871	109
La révocation du Cabinet d'Anethan. Appréciation	111
La droite ne se range ni derrière M. Thonissen, ni derrière M. Dumortier	113
II. Deux sauveurs : le comte de Theux et M. Malou	114
Le ministère du 2 décembre 1871	115
Le général Guillaume propose l'augmentation du contingent et le service personnel	116
Ch. Woeste aux prises avec le colonel Brialmont	117
Démission du général Guillaume (10 décembre 1872).	118
La grève des généraux	118
Le général Thiebault devient ministre de la guerre le 20 mai 1873	118
Il formule diverses propositions que Ch. Woeste appuie	119
Résistance de la droite. M. Malou menace de se retirer. Une transaction intervient	120
M. Moncheur est remplacé aux Travaux publics par M. Beernaert. Les opinions du nouveau ministre	121
Ch. Woeste est élu sans lutte à Alost, en juin 1874	122
III. M. de Haulleville le remplaça à la <i>Revue générale</i>	123
Les débuts dans une assemblée législative	123
Intervention opportune dans un débat au sujet de paroles prononcées par des pèlerins belges à Rome	124
Les catholiques accusés de compromettre des rapports avec l'Allemagne	125
Le libéralisme s'engage dans la guerre contre l'Église	126
Élection à Bruxelles de M. Paul Janson	127
Une étude sur l' <i>Évolution anticatholique et radicale du libéralisme</i>	128
Les processions jubilaires interdites à Liège. Protestations de Mgr de Montpellier. Ch. Woeste, dans la <i>Revue générale</i> , justifie l'inaction du Cabinet	129

TABLE DES MATIÈRES

Une proposition de M. Frère-Orban	130
La collation des grades par les facultés universitaires	132
IV. Le secret du vote	133
M. Malou entre la droite et la gauche	136
La loi électorale est votée.	137
Incidents successifs entre le gouvernement et la droite	138
Augmentation de la contribution personnelle	139
M. Malou et la gauche.	140
Les trois Jules	141
« Nous avons vécu »	141
Élections de juin 1878. Les causes du renversement du ministère Malou	143

CHAPITRE III

Le Ministère libéral de 1878. — Les difficultés du parti catholique.

I. M. Frère-Orban constitue son ministère. MM. Graux et Van Humbèek	145
Dépôt du projet de loi scolaire	146
M. Malou organise la résistance	147
II. Les difficultés du parti catholique.	148
Tendances contraires à la Constitution chez certains catholiques	149
Elles paraissent être encouragées par le pape Pie IX, par les nonces, par divers évêques	150
Le cardinal Dechamps	151
Une brochure du P. de Buck	152
Mgr Vincent Vannutelli. Son frère, Mgr Séraphin Vannutelli, devient nonce à Bruxelles. Ils soutiennent les catholiques parlementaires	153
Avènement du pape Léon XIII. Revirement à Rome	154

TABLE DES MATIÈRES

Les attaques contre la Constitution ont amené le renversement du ministère Malou.	154
Ch. Woeste propose de faire une démarche auprès du pape Léon XIII	155
Une note rédigée par M. Malou est remise au nonce	156
La note de la droite	157
Elle est communiquée au cardinal Dechamps. Le théologien en lutte avec l'homme pratique	162
M. Beernaert à Rome.	162
Une brochure du cardinal Dechamps sur la licéité du serment	163
III. Le prince de Ligne, président du Sénat, engage	
M. Frère à ne pas rompre avec Rome	164
Ouverture de l'échange de vues entre le gouvernement belge et le Saint-Siège. L'attitude de M. Frère	165
Les négociations s'étendent à la question scolaire	166
Les refus de sacrements édictés par l'épiscopat belge	167
Émoi des catholiques parlementaires. Vains efforts du nonce	168
Les dispositions du Saint-Siège sont conformes à celles du nonce	169
M. Frère publie des documents diplomatiques. Le Saint-Siège proteste	169
Les dépêches des 5 octobre et 11 novembre 1879	170
Le cardinal Dechamps se prépare à répondre. Le Saint-Siège l'en dissuade	171
Nouvelles instructions épiscopales	172
Une lettre est envoyée à Rome par les catholiques parlementaires	173
La mission du chanoine Claessens à Rome	173
Reprise de l'échange de vues	173
Le Pape demande aux évêques de modifier les instructions	175

TABLE DES MATIÈRES

M. Frère nie qu'il ait eu connaissance de la lettre aux évêques	176
Elle ne pouvait lui être officiellement communiquée	177
Le 5 juin 1879, il rompt avec le Saint-Siège	177
Publications de nouvelles instructions épiscopales	178
Le nonce quitte Bruxelles	180
IV. La maladie de Mgr Dumont, évêque de Tournai	
Le chanoine Du Roussaux est nommé administrateur diocésain, puis évêque de Tournai	182
V. Les fêtes du cinquantenaire de l'Indépendance nationale	
Les évêques se borneront à chanter le Te Deum dans leurs cathédrales	187
Ch. Woeste regrette cette décision	189
Il conseille aux droites parlementaires la participation	190
VI. Divulgation de lettres de M. Perin concernant le Cardinal et l'Université de Louvain	
Nouvelles lettres de M. Perin. Il est appelé à Rome	192
Lettre du Pape au cardinal Dechamps. Retraite de M. Perin	193
Le chanoine Pieraerts est nommé recteur de l'Université de Louvain	194
VII. Suppression des subsides aux Séminaires	
M. Woeste combat le projet d'un mandement de protestation	196
VIII. L'enseignement libre est organisé sur des bases épiscopales	
Une large part est faite à l'élément laïque	198
IX. Un comité mixte donnera des avis à l'épiscopat sur les questions mixtes	
	199

TABLE DES MATIÈRES

Mgr Gravez, évêque de Namur. Mgr Goossens lui est donné comme coadjuteur	200
X. Mort du cardinal Dechamps	202
Mgr Goossens est appelé à lui succéder	203
Mgr Belin devient évêque de Namur	204
XI. Incident provoqué par une lettre de Mgr Doutreloux à M. Bara	205
Mgr Van Weddingen, aumônier de la Cour, intervient à la demande du Roi	206
XII. Questions agitées de 1880 à 1884	208
Quatorze millions d'impôts nouveaux. Vif mécontentement	210
Proposition d'enquête sur les couvents	211
La droite demande les comptes de l'enquête scolaire	212
L'Union pour le redressement des griefs	213
Le discours de M. Beernaert à Marche	214
La liste des « Nationaux Indépendants » à Bruxelles	214

CHAPITRE IV

Le Ministère du 16 juin 1884.

I. Ch. Woeste élabore un projet de loi scolaire qui est adopté par la droite	216
L'élection de Nivelles	217
Le comte Adrien d'Oultremont. L'alliance des catholiques et des indépendants à Bruxelles	219
II. La victoire du 10 juin 1884	221
M. Malou se prépare à former un ministère	222
Le Roi l'en charge le 12 juin	225
Ch. Woeste devient ministre de la Justice	226
Le général Pontus	226

TABLE DES MATIÈRES

Quatre nouveaux ministres d'État	228
Le Roi prend contact avec les nouveaux ministres	230
Premières mesures administratives	231
III. Quatre nouveaux gouverneurs de provinces	233
Le code Laurent	235
Les cultes. Les cimetières	236
Entretien de Ch. Woeste avec le Roi sur le projet de loi scolaire	239
Les élections sénatoriales	240
Un projet de Ch. Woeste sert de base à la loi scolaire de 1884	241
Nouvelle entrevue avec le Roi	242
La Cour de cassation au <i>Te Deum</i> du 21 juillet 1884	245
Le général Pontus donne sa démission, puis la retire	247
IV. Le rétablissement de la légation près le Saint-Siège	248
Ch. Woeste et V. Jacobs qualifiés d'« athlètes » par M. Malou	249
Le projet de loi scolaire est mal accueilli par les catholiques	250
Une lettre de M. Malou au Roi	251
Premières manifestations d'agitation dans les rues	252
Attitude énergique du gouvernement	254
Les libéraux cherchent à impressionner le Roi	255
Les manifestations du 10 août 1884	256
Le Roi en discussion avec ses ministres	257
« On fait le siège du Roi »	258
La discussion générale se termine le 22 août	259
Ch. Woeste expose le projet aux évêques réunis à Bruges	260
L'amendement de M. Tesch	261
La loi scolaire est votée le 30 août. Manifestation libérale du 31 août	261
Manifestation catholique du 7 septembre. Violences libérales	264

TABLE DES MATIÈRES

Un ordre du jour du Sénat blâme les excès du 7 septembre	266
V. Le Roi sanctionnera la loi.	268
Il ne fait pas d'objection au départ de Ch. Woeste pour Paris	270
La pétition des bourgmestres et le discours du Roi	271
La loi scolaire au <i>Moniteur</i> du 22 octobre 1884	273
Les attaques du <i>National</i> contre le Roi et la Reine	274
Le Roi s'oppose aux poursuites	276
Expulsion du directeur du <i>National</i>	277
Nouveaux incidents. Les gendarmes en bourgeois	278
L'administration du département de la Justice	280
Entretien avec le Roi	283
L'incident Schuermans	284
VI. Les élections communales d'octobre 1884. Favorables dans l'ensemble, défavorables dans les grandes villes	287
Le Roi se montre impressionné	288
M. Bara reçu au Palais	289
Le Roi demande la démission de MM. Woeste et Jacobs	290
M. Malou refuse de se séparer de ses collègues	290
Convocation des deux droites	291
Explosion de colère. Ch. Woeste adjure M. Beernaert de reconstituer le Cabinet	293
A quels mobiles le Roi a-t-il obéi?	294
Le rôle du général van der Smissen	296
L'antipathie du Roi pour M. Jacobs	297
« M. Woeste a fait ma conquête »	298
Langage viril de la Reine	299
VII. M. Beernaert refuse de constituer un cabinet mixte	299
Il forme un ministère de droite : M. Thonissen, M. de Volder, le prince de Caraman-Chimay	301

TABLE DES MATIÈRES

M. Beernaert refuse de modifier la loi scolaire	302
Ch. Woeste devient président de la <i>Fédération des cercles catholiques</i>	303

CHAPITRE V

Le Ministère Beernaert (26 octobre 1884). — La période heureuse et les premières difficultés.

I. M. Beernaert	305
Les ministres du 26 octobre 1884	307
Situation difficile du ministère vis-à-vis de la droite	308
II. Conflit avec le bourgmestre de Bruxelles et le gouverneur du Brabant	309
La réquisition de la force armée	310
III. M. de Lantsheere, président de la Chambre	312
Interpellation sur la crise ministérielle	312
M. de Volder défend les mesures prises pour le maintien de l'ordre	314
Le Roi demande l'augmentation du contingent de l'armée	315
Léopold II est autorisé à accepter la souveraineté de l'État Indépendant du Congo	316
Dessatisfactions de détail sont accordées aux catholiques	317
Le nouveau nonce : Mgr Ferrata	318
<i>Vingt ans de polémique</i>	319
IV. Ch. Woeste prend une initiative qui mécontente M. Beernaert	319
Celui-ci fait entrevoir sa retraite	321
Nouvelles difficultés	322
Échec de l'emprunt à lots de l'État du Congo	324
Les grèves de 1886; le général van der Smissen	325
La commission du Travail; la question ouvrière	326

TABLE DES MATIÈRES

La répression des provocations non suivies d'effet	326
La question du service personnel est posée au lendemain des grèves de 1886	327
Les élections de 1886. M. Beernaert annonce son départ	328
Le premier Congrès des sciences sociales à Liège	329
V. Les circonstances ont servi M. Beernaert	
Une allusion au service personnel dans le discours du Trône de 1886	331
Ch. Woeste répond en convoquant les délégués des associations conservatrices	332
L'attitude de la gauche	335
La réponse au discours du Trône	336
Différend avec M. Beernaert au sujet des capacitaires de droit	337
Opposition contre le service personnel. Les droites convoquées le 22 décembre à l'hôtel de Merode	340
Discours de MM. Beernaert, de Becker et Woeste	341
M. Beernaert renonce à demander le service personnel	343
Ch. Woeste est nommé rapporteur de la section centrale	343
Les partisans du service personnel ne se considèrent pas comme battus	344
Le Roi et l'aristocratie bruxelloise leur viennent en aide	344
Nouveaux incidents. L'affaire de Malander	346
Ch. Woeste publie l' <i>Histoire du Kulturkampf en Suisse</i>	353
M. de Haulleville et le <i>Journal de Bruxelles</i>	354
La droite vote les fortifications de la Meuse. Un « mauvais discours »	355
Nouvelles instances du Roi à Rome et à Malines en faveur du service personnel	356
Le principe du service personnel est finalement rejeté	358
Ch. Woeste est représenté comme étant le chef de la droite	359
Le <i>Progrès</i> , organe des Indépendants. Lois sociales.	360

TABLE DES MATIÈRES

Ch. Woeste dépose un amendement en faveur des écoles libres non subsidiées. Rejet de cet amendement	361
La droite se réunit en vue des élections	362
Second congrès des sciences sociales à Liège. Le pouvoir temporel des Papes	363
VI. M. de Volder remplace M. Thonissen à l'Intérieur.	
M. Lejeune devient ministre de la Justice	364
Ch. Woeste prend diverses initiatives d'ordre politique	366
M. de Haulleville et la <i>Revue générale</i>	368
Les élections de 1888	369
Un discours de M. Théodor	370
M. Théodor échoue; M. Buis rentre à la Chambre	372
Ch. Woeste aux prises avec le <i>Journal de Bruxelles</i>	373
M. de Bruyn remplace le baron de Moreau à l'Agriculture	374
VII. Un succès électoral à Bruxelles: l'élection de M. Powis de Tenbossche	
M. Beernaert confère avec Ch. Woeste au sujet de questions politiques	375
La loi Coremans et la question flamande	377
Une commission des droites pour l'étude des questions électorales	378
Une initiative de Ch. Woeste en faveur des instituteurs catholiques	379
Échange d'explications entre Ch. Woeste et M. de Volder. Un accord intervient	381
La <i>brochure verte</i> et la brochure des quatre généraux sur le service personnel	382
Ch. Woeste adresse un <i>appel au bon sens public</i>	383
M. Beernaert réunit la commission électorale	384
Le congrès de Malines de 1890	386
Les actionnaires du <i>Journal de Bruxelles</i> et M. de Haulleville	387

TABLE DES MATIÈRES

Ch. Woeste appuie la loi des cadres présentée par le général Pontus	388
L'affaire Pourbaix devant les Chambres	389
Réélection de M. Paul Janson	393
Il invite les ministres à se démettre. Intervention de Ch. Woeste	394
Réunion de la Commission électorale en vue d'abaisser le cens	396
M. Beernaert poursuit l'extension du droit de suffrage	397
Lois sociales. Intérêts scolaires : la caisse de pension des instituteurs libres	398
Entretien avec le Roi au sujet du Congo.	403
VIII. L'affaire Pourbaix devant la Cour d'assises	404
La question électorale. L'attitude des libéraux	405
L'affaire Nieter. Détournement de documents diplomatiques	406
La loi sur l'enseignement supérieur. Les budgets	407
L'affaire Nieter devant la Chambre	410
La question du Congo. Le prêt de 25 millions	411
Les difficultés du <i>Journal de Bruxelles</i>	413
Les élections de 1890. Session extraordinaire des Chambres	414
Le prêt de 25 millions à l'État du Congo. Le droit de préférence de la France	416
Ch. Woeste, bâtonnier de la Cour de cassation. Une gracieuseté de M. Beernaert	418
Un non-lieu dans l'affaire Nieter. L'école moyenne de Couvin	418
Manifestation socialiste du 10 août 1890 en faveur du suffrage universel	420
Le troisième Congrès des œuvres sociales, à Liège	421
« J'ai peur de l'État et je hais le césarisme »	422
Importance des Congrès de Liège	424

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VI

Le Ministère de M. Beernaert (suite).
La revision de la Constitution et les commencements de la démocratie chrétienne.

I. Ch. Woeste interroge M. Beernaert sur ses intentions	426
M. Mélot remplace M. de Volder au ministère de l'Intérieur	427
M. Beernaert se prononce pour la prise en considération du projet de revision	428
La prise en considération est votée. Désarroi de la droite	429
M. Beernaert se pose en champion de la revision	430
La droite se divise. Le Roi accède	431
M. Jules de Burlet remplace M. Mélot au ministère de l'Intérieur	432
La section centrale	433
M. Beernaert y expose ses vues	434
La section centrale se prononce pour la revision	435
Le dépôt du rapport est retardé à la demande de la droite	436
Comment la revision devint inévitable	437
Ch. Woeste demande un crédit pour les écoles libres adoptables	438
Une campagne contre le général Pontus. Les fortifications de la Meuse; crédits excédés	439
M. Lejeune	440
Le congrès de Malines de 1891. Maladie de M. V. Jacobs	441
Les encycliques <i>Rerum novarum</i> et <i>Graves de communi</i>	442
Une brochure de Ch. Woeste sur la <i>Neutralité belge</i> , écrite à la demande du Roi	443
II. Ch. Woeste, ministre d'État	444
La session de la revision	445
M. Beernaert propose au Roi le referendum	445

TABLE DES MATIÈRES

Ch. Woeste se rend à Rome à la demande du Souverain Pontife	446
Un entretien avec le pape Léon XIII.	447
Ajournement du crédit pour les écoles libres	452
Le débat sur la revision s'ouvre le 2 février 1891	452
Le referendum : « Œuvre de césarisme » déclare Ch. Woeste	453
Le mouvement antireférendiste	454
Le Roi parle d'abdiquer. « Ce sont des dragons chinois » M. de Lantsheere propose un arrangement suggéré par M. Beernaert	455
M. Alph. Nothomb se déclare d'accord avec M. Janson sur le suffrage universel	457
La droite accentue son opposition. Mécontentement de M. Beernaert	458
Nouvelle intervention de M. de Lantsheere. Une impasse	460
Les articles 47 et 48 de la Constitution renvoyés à la Constituante	462
Ch. Woeste s'abstient pour éviter une crise ministérielle avant les élections	463
Mise à la retraite des généraux Nicaise et Brialmont	464
Les élections de 1892. Échec des Indépendants à Bruxelles	465
Un article sur les élections et la revision	467
III. Ch. Woeste évite une explication avec M. Beernaert M. Janson dépose une proposition consacrant le suffrage universel	469
La commission de la revision, sa composition	470
IV. Différend entre l'État du Congo et les sociétés commerciales. Une interview	472
L'article 47 devant la Commission. Le système de l'habitation	474

TABLE DES MATIÈRES

MM. Beernaert et Woeste aux prises	475
Le veto royal suspensif préconisé par M. Van den Heuvel	476
Nouvelles propositions de MM. Beernaert et Woeste. Malaise à droite	477
Le vote plural préconisé par MM. Féron et Nyssens. La proposition de Kerchove	480
Nouvelle intervention de M. Nyssens	484
Ch. Woeste victime d'une agression	485
M. Beernaert s'entend avec l'extrême gauche. Mécontentement de la droite	486
Admission du vote plural (18 avril 1893)	489
La réorganisation du Sénat. Intervention du Roi	490
Échec du système de l'élection à deux degrés. Les propositions Visart	494
Les conditions de l'éligibilité au Sénat. Rejet des diverses propositions	494
Le Conseil des ministres convoqué en vue de la démission de M. Beernaert	496
La proposition amendée du comte A. Visart rallie une majorité	497
L'article 48. La revision est chose faite	497
V. Les revendications ouvrières. <i>De christene volkspartij</i> Tendances diverses parmi les catholiques au sujet de la question sociale	499
VI. Une campagne de presse en faveur de la représentation proportionnelle	501
Opposition de Ch. Woeste. Interventions épiscopales	502
M. Beernaert annonce sa retraite prochaine	505
Le Roi refuse de s'interposer	506
Une commission des droites est chargée de chercher un terrain d'entente	509
Un procès-verbal de carence	511